
URÍA MENÉNDEZ

Conditions générales

Assistance juridique *pro bono*

En vigueur depuis le 1^{er} juin 2021.

Modifications publiées le 2 juin 2022.

Sommaire

1.	Objet et champ d'application	4
2.	Principes généraux.....	5
3.	Services professionnels.....	6
4.	Intervention d'autres professionnels	7
5.	Honoraires et frais	8
6.	Communications.....	9
7.	Confidentialité et secret professionnel	10
8.	Politique anti-corruption.....	11
9.	Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme .	12
10.	DAC 6.....	13
11.	Formules et données techniques, comptables et financières	14
12.	Utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes	15
13.	Propriété intellectuelle	16
14.	Publicité.....	17
15.	Conservation de documents	18
16.	Portée et limitations de responsabilité	19
17.	Extinction.....	20
18.	Protection des données personnelles fournies par le client	21
19.	Clause informative concernant le traitement des données des Parties.....	24
20.	Modification des présentes Conditions Générales.....	26
21.	Loi applicable et compétence juridictionnelle.....	27

1. Objet et champ d'application

Les présentes conditions générales (ci-après, les « **Conditions Générales** ») ont pour but de régir la prestation de services de conseil juridique *pro bono* (ci-après, les « **Services pro bono** ») par Uría Menéndez Abogados, S.L.P. (ci-après, « **UM** ») à des organismes à but non lucratif (fondations, associations et ONG, entre autres) et, dans des cas exceptionnels, à des personnes défavorisées (ci-après, le « **Client** » et, conjointement avec UM, les « **Parties** »), sans préjudice d'éléments spécifiques susceptibles d'être déterminés ou convenus dans le cadre d'une ou plusieurs missions particulières (ci-après, la « **Mission** » ou les « **Missions** ») ou de l'ensemble de celles confiées par le Client.

Pour UM, le travail *pro bono* constitue une initiative enthousiasmante, intégrée dans son activité professionnelle et qui s'inspire du rêve de l'un des fondateurs de notre cabinet, M^e Rodrigo Uría Meruéndano. La Fondation Professeur Uría est le principal promoteur du travail *pro bono* d'UM et, conformément à sa finalité constitutive, elle développe des activités visant à encourager l'intervention des avocats d'UM dans des dossiers *pro bono*, en prêtant tout son soutien à UM dans l'organisation de ce travail.

Ces Conditions Générales cesseront de recevoir application lorsque la Mission donnant lieu à la prestation des *Services pro bono* dans le cadre d'un dossier déterminé sera effectuée au sein des bureaux du Portugal d'UM, auquel cas il conviendra de s'en remettre aux conditions générales spécifiquement adoptées pour le Portugal, lesquelles sont soumises à son droit interne et attribuent compétence juridictionnelle aux cours et tribunaux de ce pays pour la résolution des différends.

2. Principes généraux

La relation entre les Parties est fondée sur une confiance mutuelle ainsi que sur une communication transparente et efficace concernant tous éléments s'avérant nécessaires ou simplement opportuns pour une prestation des Services *pro bono* des plus performantes. À cette fin, le Client fournira, dès que possible, tant au début de la relation qu'au cours de son déroulement, les informations et la documentation pertinentes (y compris celles relatives aux éventuels délais susceptibles de présenter un intérêt), en prêtant une attention toute particulière aux modifications qui pourraient influencer sur les informations précédemment communiquées.

UM prêtera les Services *pro bono* dans le respect des principes et valeurs d'indépendance, intégrité, loyauté et diligence, ainsi qu'en accord avec les règles déontologiques et professionnelles inhérentes à l'exercice de la profession d'avocat.

La relation entre UM et le Client sera celle d'une prestation de services et nos avocats ne seront pas tenus d'accepter ou de suivre les instructions du Client qui pourraient porter atteinte à leur indépendance ou à leur appréciation professionnelle.

Dans le cadre de son engagement à l'égard du respect des plus hautes normes, UM a adopté un Code de conduite d'application obligatoire, dont les principes fondateurs sont disponibles sur son site internet. Le Client reconnaît avoir lu ainsi qu'avoir pris connaissance des [Principes fondateurs du Code de conduite d'UM](#) et il les accepte.

3. Services professionnels

Les Parties conviendront de la nature et la portée des Services *pro bono* confiés à UM au début de chaque Mission, sans préjudice de leur éventuelle modification d'un commun accord à tout moment au cours de la prestation de ces derniers.

Pour la prestation des Services *pro bono*, UM aura recours à ses propres ressources matérielles et humaines.

Le travail *pro bono* est bénévole et l'assignation des dossiers *pro bono* aux avocats d'UM qui se sont portés volontaires pour la prise en charge du dossier est effectuée en considération de différents critères, tels que leurs connaissances, expérience et charge de travail. UM pourra adjoindre, à son entière discrétion et au cours de la prestation des Services *pro bono*, de nouveaux avocats à l'équipe de travail ou remplacer ceux précédemment assignés à celle-ci. Dans tous les cas, le Client sera informé de la désignation d'un ou plusieurs avocats de contact, lesquels centraliseront la relation avec le Client et l'échange d'informations relatives à la Mission.

La relation professionnelle sera établie entre UM et le Client sans qu'une mission professionnelle puisse donner naissance à une relation entre UM et des personnes ou entités distinctes du Client, y compris avec sa société mère, ses filiales, ses sociétés apparentées ou ses conseils. Le Client ne pourra céder, nantir, grever ni disposer, sous quelque forme que ce soit (ni en tout ou partie ni directement ou indirectement), au profit de tiers, de sa qualité dans la relation de prestation de services professionnels, ni d'aucun droit de créance issu de cette dernière.

4. Intervention d'autres professionnels

Si, dans le cadre de la prestation des Services *pro bono*, l'intervention de professionnels autres que les avocats d'UM (experts, notaires, avoués, avocats étrangers, etc.) s'avérait nécessaire, la désignation et la relation de prestation de services avec ces autres professionnels incomberont au Client. UM ne sera pas responsable de l'activité de ces autres professionnels, sans préjudice d'une éventuelle collaboration de sa part avec le Client dans le choix de ces derniers.

En règle générale, le Client conviendra directement avec ces autres professionnels du montant de leurs honoraires professionnels ou droits nés de leur intervention. UM ne sera pas responsable du recouvrement ni du paiement de ces honoraires ou droits. Lorsque des raisons exceptionnelles d'urgence ou de convenance du Client le justifieraient ainsi, UM pourra toutefois avancer le montant de ces honoraires ou droits pour le compte du Client et sous réserve de son obligation de remboursement.

5. Honoraires et frais

Les Services *pro bono* sont gratuits.

Le Client sera responsable du paiement des frais extraordinaires susceptibles d'être exposés par UM à l'occasion de l'assistance juridique dispensée, à moins que la Fondation Professeur Uría ne décide, au cas par cas, de les assumer.

6. Communications

Les communications entre les Parties seront effectuées par les moyens qui s'avéreront les plus adéquats dans chaque cas.

Parmi ces moyens, les envois de courriers électroniques par internet sont fréquemment utilisés. Les Parties comprennent et acceptent que l'envoi d'informations par courrier électronique comporte certains risques (retards, défaut de réception, réception erronée, pertes de données, interception ou modification par des tiers, etc.). UM ne sera pas responsable de ces risques. En outre et sans préjudice du fait que les courriers électroniques transmis depuis UM soient soumis à des systèmes de logiciel antivirus, UM ne peut pas garantir l'inexistence de tels virus et n'engagera pas sa responsabilité au titre de leur transmission ou d'autres éléments indésirables à travers les courriers électroniques envoyés.

Dans l'hypothèse où le Client ne souhaiterait pas recevoir de communications par courrier électronique ou s'il existait un quelconque aspect en particulier qu'il souhaiterait qu'UM prenne en considération concernant l'envoi ou la réception de communications, il devra l'en informer de manière expresse.

Les applications de messagerie instantanée ne sont pas adaptées aux communications professionnelles, ce pourquoi leur utilisation par UM sera exceptionnelle et elles ne seront pas utilisées afin de dispenser un conseil juridique.

7. Confidentialité et secret professionnel

La prestation des Services *pro bono* par UM est soumise au secret professionnel, lequel sera maintenu y compris après l'achèvement de la Mission correspondante. Ce devoir de secret professionnel implique que l'ensemble des avocats et employés d'UM devront préserver la confidentialité de tous les faits ou informations dont ils auraient connaissance au motif de l'une quelconque des modalités de leur activité professionnelle, hormis dans les cas expressément prévus par la loi.

En ce sens, la réglementation en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme impose l'obligation de communiquer certaines opérations aux autorités compétentes, conformément aux termes de la section 9 des présentes. Par ailleurs et eu égard aux Missions qui, conformément à la directive (UE) 2018/822 du Conseil, du 25 mai 2018 (« **DAC 6** ») et à sa réglementation interne de transposition, seraient qualifiées de dispositifs devant faire l'objet d'une déclaration, UM pourrait être contraint de communiquer directement à l'Administration fiscale certaines informations, dans le respect des termes de la section 10 suivante.

8. Politique anti-corruption

UM a adopté une Politique anti-corruption fondée sur une tolérance zéro à l'égard de tout type de corruption, publique ou entre particuliers. Cette Politique régit le quotidien d'UM et ses relations avec les clients et les tiers.

Le Client reconnaît avoir lu et pris connaissance de la [Politique anti-corruption](#) d'UM, disponible sur son site internet, et il l'accepte.

9. Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme

En vertu de la législation en vigueur, les cabinets d'avocats sont tenus de collaborer à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Dès lors, UM pourra demander au Client des informations et des documents justificatifs tant de son identité formelle et réelle que de son activité. Cette documentation sera conservée par UM durant le délai prévu par la réglementation relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Ainsi, afin de pouvoir respecter les politiques internes instaurées par UM en matière d'identification de ses clients et la réglementation de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, le Client devra avoir envoyé, avant l'acceptation de la Mission par UM ou du début de sa prestation de Services *pro bono*, par le moyen qu'il considérera le plus opportun (courrier, service de messagerie, pièces jointes à un courriel, télécopie, etc.), la documentation justificative tant de son identité que de son activité et, le cas échéant, de l'identité de ses bénéficiaires effectifs et de sa structure de contrôle.

Par ailleurs, en cas de circonstances exceptionnelles et en application de la réglementation relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, UM pourrait se voir contraint de communiquer au Service exécutif de prévention du blanchiment de capitaux espagnol l'existence d'une Mission présentant des indices de relations avec le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme ou dont il aurait la certitude qu'elle soit en rapport avec un tel blanchiment ou financement, et ce, sans qu'il puisse révéler cette communication au Client, pouvant y compris être légalement tenu d'interrompre son travail de conseil dans le cadre de ladite Mission. Dans ce cas, UM sera exonéré d'une quelconque responsabilité au titre des dommages ou retards susceptibles d'être causés au Client subséquentement au respect des obligations issues de cette réglementation.

10. DAC 6

Concernant les Missions qui, conformément à la 23^e disposition additionnelle de la loi espagnole n° 58/2003, du 17 décembre 2003, relative à la fiscalité générale, introduite dans le cadre de la transposition de la DAC 6, seraient qualifiées de dispositifs devant faire l'objet d'une déclaration d'informations, UM pourra être tenu de communiquer directement à l'Administration fiscale certaines informations ou d'informer le Client ou un conseil tiers qu'il lui incombe d'informer lui-même l'Administration. La Mission pourra notamment être qualifiée de dispositif devant faire l'objet d'une déclaration d'informations lorsque le Client exigerait à UM de s'abstenir de révéler ou de partager avec des tiers la manière dont une opération, un investissement ou un schéma déterminé peut procurer un avantage fiscal.

Lorsqu'en raison de la nature de la Mission, UM ne disposerait pas des informations nécessaires et n'aurait pas besoin d'en disposer afin de décider si l'affaire doit faire l'objet d'une déclaration d'informations, UM ne possédera pas la qualité d'intermédiaire fiscal au sens de la réglementation précitée et, par conséquent, n'informerait pas le Client de l'éventuelle soumission de la Mission à cette obligation de déclaration, ce qui n'exclut pas nécessairement une telle obligation. Partant, il est recommandable que le Client revoie soigneusement les Missions présentant un élément transfrontière afin de déterminer si, dans de tels cas, elles doivent faire l'objet d'une déclaration d'informations, soit par le contribuable, soit par d'autres conseils intervenant sur le dossier et possédant la qualité d'intermédiaire fiscal au sens de la réglementation DAC 6.

11. Formules et données techniques, comptables et financières

Le Client a l'obligation de s'assurer que toutes les formules, algorithmes, feuilles de calcul, notions et données techniques, comptables et financières, ainsi que toutes les données numériques contenues dans la documentation qu'il tient sont correctement transcrits, remplissent leurs objectifs et ne présentent pas d'erreurs.

Par conséquent, UM ne sera pas tenu d'évaluer ou conseiller et, par conséquent, n'engagera aucunement sa responsabilité au titre des formules, algorithmes, feuilles de calcul, notions et données techniques, comptables et financières, ainsi que des données numériques que le Client, ses conseils ou tierces parties fourniraient aux fins de leur inclusion dans un quelconque document préparé par UM ou qui seraient inclus dans la documentation élaborée par le Client, ses conseils ou des tiers.

12. Utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes

L'utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes – soumise aux conditions de leur fournisseur – peut comporter certains risques, tels qu'un dysfonctionnement, une perte de données, l'interception de données par des tiers, etc.

UM ne sera pas responsable de ces risques imputables à l'utilisation de services, outils ou plates-formes numériques, sans préjudice d'une possible collaboration avec le Client afin de l'aider à les choisir et les utiliser. En utilisant le service, l'outil ou la plate-forme, le Client accepte de se soumettre aux conditions du fournisseur concerné.

13. Propriété intellectuelle

UM sera le titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les travaux et les matériels produits dans le cadre des Services *pro bono*, sans préjudice de la possibilité pour le Client d'utiliser ces travaux et matériels aux fins desdits Services *pro bono* ou pour toute autre finalité légitime.

En cas d'utilisation par le Client ou par des tiers de tout ou partie d'un quelconque matériel ou document préparé par UM dans le cadre des Services *pro bono*, postérieurement à la prestation de ces derniers, et eu égard à tout autre dossier dans lequel UM ne serait pas intervenu, UM sera exonéré de toute responsabilité dans le cadre d'un tel dossier ou au titre des matériels ou documents utilisés.

14. Publicité

Sauf indication expresse contraire de la part du Client, UM pourra informer des tiers du fait que ce dernier fait partie de sa clientèle. En outre, si la Mission confiée acquiert un caractère public, UM pourra effectuer une communication sur sa prestation de conseils dans le cadre de ladite Mission ainsi que sur la nature des services prêtés.

15. Conservation de documents

UM conservera les documents relatifs aux Services *pro bono* jusqu'à ce que leur prestation soit achevée puis il conservera une copie de ces derniers durant les délais requis par la législation applicable, afin de répondre d'éventuelles responsabilités légales ou contractuelles et respecter la politique interne de conservation de documents d'UM en vigueur à tout moment.

16. Portée et limitations de responsabilité

UM sera seul responsable envers le Client des dommages et préjudice directement causés à ce dernier suite à une prestation dolosive ou négligente des Services *pro bono*.

Le Client consent à ce que toute réclamation ou action (ci-après, la « **Réclamation** ») susceptible d'être formulée par ses soins concernant les Services *pro bono*, une Mission ou les présentes Conditions Générales, sera uniquement et exclusivement adressée à l'encontre d'UM et, en aucun cas, contre l'un quelconque de ses avocats, employés ou associés (ci-après collectivement, les « **Parties Exonérées** »). Par conséquent, le Client exonère, de la manière la plus large possible, chacune des Parties Exonérées de toute responsabilité ou obligation susceptible de peser à leur charge au motif d'un quelconque dommage, préjudice, perte ou coût (y compris des frais et dépens judiciaires ainsi que des honoraires d'avocats et avoués) causé ou susceptible d'être causé au Client, directement ou indirectement, en rapport avec les Services *pro bono*, avec une Mission ou avec les présentes Conditions Générales, ou qui soit motivé par l'un de ces éléments quel qu'il soit.

Le Client renonce irrévocablement et de la manière la plus large possible à exercer une quelconque action en responsabilité (qu'elle soit de nature contractuelle ou extracontractuelle), à l'encontre de quelque Partie Exonérée que ce soit, fondée sur tous dommages, préjudices, pertes ou coûts (y compris des frais et dépens judiciaires ainsi que des honoraires d'avocats et avoués) énoncés au paragraphe précédent, et s'engage à ne pas engager de procédure judiciaire, administrative ou arbitrale d'aucune sorte à l'encontre de l'une quelconque d'entre elles.

17. Extinction

UM pourra cesser sa prestation de Services *pro bono* au Client à tout moment, en se soumettant à la réglementation professionnelle et déontologique de la profession d'avocat. UM en informera le Client avec un préavis nécessaire afin d'éviter de lui porter préjudice, hormis dans les cas prévus par la loi.

Dans l'hypothèse où UM cesserait sa prestation de Services *pro bono* conformément à la teneur du paragraphe précédent, le Client sera responsable du paiement des frais extraordinaires engagés par UM jusqu'à la date de cessation desdits Services *pro bono*.

18. Protection des données personnelles fournies par le client

Afin de dispenser ses services, UM – en qualité de responsable du traitement des données et agissant au nom et pour le compte du Client – peut demander d’avoir accès aux données personnelles dont le Client est responsable (ci-après, les « **Données Personnelles** »). L’accès et le traitement des Données Personnelles par UM seront effectués dans le respect des dispositions de la réglementation espagnole en matière de protection des données personnelles en vigueur à tout moment et du règlement général sur la protection des données 2016/679, du 27 avril 2016 (ci-après, le « **RGPD** »).

Les Données Personnelles, les catégories de personnes concernées dont les données seront rendues accessibles à UM, ainsi que les opérations de traitement réalisées seront, essentiellement, celles suivantes :

Catégorie de personnes concernées	Types de Données Personnelles	Opérations de traitement
Employés du Client, représentants légaux du Client, ainsi que clients et collaborateurs du Client.	Données d'identification, données professionnelles, données relatives aux détails de l'emploi et données relatives aux Services <i>pro bono</i> .	Collecte, structuration, conservation, consultation, comparaison, modification, extraction, interconnexion, limitation, destruction et/ou communication.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données précitée, UM s’engage à :

- a) Traiter les Données Personnelles conformément aux instructions énoncées dans la présente section de même que celles que transmettrait, le cas échéant, le Client par écrit à tout moment. UM n’utilisera pas les Données Personnelles pour une finalité distincte de celle de la prestation des Services *pro bono*, hormis pour le respect des obligations légales et déontologiques issues de son activité, à l’égard desquelles il agira en qualité de responsable du traitement (par exemple, en matière de prévention du blanchiment de capitaux).
- b) Traiter les Données Personnelles conformément aux normes de sécurité et à la teneur de la réglementation espagnole en matière de protection des données personnelles (en vigueur à

tout moment) ainsi qu'à l'article 32 du RGPD, de même qu'observer et adopter les mesures techniques et organisationnelles de sécurité nécessaires ou opportunes afin d'assurer la confidentialité, le secret et l'intégrité des Données Personnelles auxquelles il aurait accès. Les mesures techniques et organisationnelles de sécurité concrètes applicables à la Mission seront fixées en fonction de celle-ci et du Client.

- c) Préserver la confidentialité et le secret professionnel auxquels sont soumis tous les avocats d'UM, en application de l'article 5 du Code espagnol de déontologie de la profession d'avocat, concernant les Données Personnelles auxquelles il aurait accès aux fins de la prestation des Services *pro bono*, ainsi que celles nées de leur traitement.
- d) Ne pas communiquer ni céder les Données Personnelles à des tiers, même pour leur conservation, hormis les cas autorisés par la législation ou les hypothèses dans lesquelles le Client donnerait des instructions afin qu'elles soient communiquées à un tiers.
- e) Au terme de la prestation des Services *pro bono*, les Données Personnelles seront détruites. À titre exceptionnel, une copie de ces dernières pourra toutefois être conservée et placée à la disposition des autorités, en exécution des obligations légales et conformément aux normes déontologiques applicables à UM (notamment aux fins de l'article 25 de la loi espagnole n° 10/2010 du 28 avril 2010, relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (la « **Loi n° 10/2010** »), ainsi que de l'article 12.A.10 du Code espagnol de déontologie de la profession d'avocat) ou afin de pouvoir répondre de toute responsabilité susceptible de naître des Services *pro bono* prêtés.
- f) Aider le Client à garantir le respect des obligations visées aux articles 32 à 36 du RGPD et, concrètement, communiquer au Client, par les moyens de notification convenus, les violations des mesures de protection des Données Personnelles susceptibles de communication conformément aux articles 33 et 34 du RGPD.
- g) Dans l'hypothèse où UM recevrait pour mission de gérer un quelconque type de réclamation d'exercice de droits de personnes concernées, assister le Client afin qu'il puisse respecter et répondre aux demandes desdites personnes concernant leurs droits d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité des données, de restriction au traitement, sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet de décisions individualisées, automatisées et d'opposition.

- h) Tenir un registre des catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Client conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGPD.
- i) Communiquer l'identité du délégué à la protection des données et ses coordonnées au Client. À la date des présentes Conditions Générales, le délégué à la protection des données peut être contacté par courriel à l'adresse suivante : delegado-pd@uria.com
- j) Mettre à la disposition du Client les informations nécessaires afin de démontrer le respect par UM des obligations énoncées dans la présente condition. Le Client demeurera soumis à de stricts devoirs de confidentialité à l'égard des informations d'UM auxquelles il aura accès. Compte tenu des devoirs de secret professionnel d'UM envers ses clients dans l'exercice de ses activités, la mise à disposition ou la vérification des informations fournies ne pourra donner lieu, à aucun moment, à un éventuel accès du Client à des données ou des informations dont tout autre client d'UM serait titulaire.

Le Client, en sa qualité de responsable du traitement :

- a) Autorise UM à sous-traiter à des tiers des services complémentaires et nécessaires à la prestation des Services *pro bono* tels que, par exemple, ceux de messagerie ou technologiques de gestion et de maintenance de systèmes. UM conclura par écrit un contrat avec les sous-traitants en charge du traitement dont les termes ne seront pas moins restrictifs que ceux prévus dans la présente section.
- b) Reconnaît qu'UM est un cabinet global et l'autorise, si cela s'avérait nécessaire aux fins de la prestation des Services *pro bono*, à traiter les Données Personnelles en dehors de l'Espace économique européen, en respectant les garanties exigées par la réglementation applicable.
- c) Observera les obligations suivantes : i) permettre l'accès d'UM aux Données Personnelles nécessaires à la prestation des Services *pro bono* ; et, ii) surveiller le traitement.

Les obligations prévues dans cette section constituent le contrat de mission de traitement des données entre les Parties, dont la durée et les conditions de rémunération ne sont pas distinctes de celles prévues pour les Services *pro bono*.

Chaque partie sera responsable de manière individuelle et indépendante de l'exécution de ses propres obligations en matière de protection des données personnelles.

19. Clause informative concernant le traitement des données des Parties

En exécution de la réglementation en matière de protection des données, les données personnelles des personnes physiques intervenant lors de la conclusion, la gestion et l'exécution des Services *pro bono*, au nom et pour le compte de l'une des Parties (de même que toutes autres données dont la partie réceptrice deviendrait responsable), seront traitées sous la responsabilité de la partie réceptrice aux fins de l'exécution, exercice, maintenance et contrôle des Services *pro bono* et le respect de leurs obligations juridiques respectives. Le traitement des données est nécessaire aux fins précédemment indiquées et ses causes légitimes sont : a) la conclusion, l'exécution, le respect et le contrôle de la relation contractuelle entre les Parties ; b) l'intérêt légitime des Parties de traiter les données de contact et professionnelles de chaque partie aux fins de la prestation des Services *pro bono* et l'exécution de la relation contractuelle ; et, c) l'exécution des obligations légales et déontologiques (y compris les obligations relatives à la prévention du blanchiment de capitaux) auxquelles UM est soumis.

Les données personnelles seront traitées au cours de la prestation des Services *pro bono* et durant une période de 10 ans à compter de son achèvement aux seules fins du respect de toute loi applicable, à moins qu'un délai supérieur de prescription de quelconques actions légales ou contractuelles soit exceptionnellement applicable aux Parties.

Les données ne seront pas communiquées à des tiers à l'exception, le cas échéant, des autorités compétentes dans l'exercice de leurs fonctions ou à des tiers lorsque cela s'avérerait nécessaire à la prestation des Services *pro bono*. En outre et eu égard au traitement des données réalisé par UM, compte tenu de son caractère de cabinet global (www.uria.com), la gestion et l'exécution des Services *pro bono* peuvent parfois donner lieu à un traitement des données en dehors de l'Espace économique européen au sein de territoires qui n'offrent pas un niveau de protection de données équivalent. En de tels cas, UM adoptera toutes les mesures nécessaires afin de garantir une protection adéquate des données.

Le titulaire des données personnelles pourra exercer les droits d'accès, rectification, opposition, suppression, portabilité, limitation du traitement, droit d'opposition aux traitements basés sur des prises

de décision automatisées et tous autres droits s'avérant applicables, reconnus par la loi, à l'égard du traitement dont chaque Partie est respectivement responsable, en s'adressant par écrit au responsable ou délégué à la protection des données. Par ailleurs, les titulaires des données sont informés du fait qu'ils peuvent présenter toute réclamation ou demande liée à la protection de leurs données personnelles devant l'Autorité compétente en matière de protection des données.

Chacune des Parties s'engage, préalablement à la communication à son cocontractant de toutes données personnelles de personnes impliquées dans l'exécution et la gestion des Services *pro bono* ou d'autres tiers, à informer cette personne de la teneur du paragraphe précédent et à respecter toutes autres conditions susceptibles d'être applicables aux fins de la correcte communication de ses données personnelles à la partie réceptrice, y compris les devoirs d'information et de protection dans une base légale, sans que cette dernière doive réaliser une quelconque démarche additionnelle vis-à-vis des personnes concernées.

Toutefois et conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi n° 10/2010, lorsque la Mission confiée par le Client demeure exclue du domaine du secret professionnel et qu'il s'avérerait nécessaire d'exécuter les obligations d'informations prévues par ladite loi, le consentement de la personne concernée par le traitement et la communication des données à caractère personnel ne sera pas nécessaire, pas plus que seront applicables certains des droits reconnus par la réglementation en matière de protection des données.

20. Modification des présentes Conditions Générales

Les Conditions Générales pourront être modifiées par UM lorsqu'il le considérera opportun. La modification sera appliquée aux Missions postérieures à la date de leur publication et, dans le cas de Missions impliquant une prestation de services continue, aux Services *pro bono* prêtés après la date de leur publication.

21. Loi applicable et compétence juridictionnelle

Les Conditions Générales et la relation de prestation des Services *pro bono* sont soumis à la législation espagnole de droit commun.

Pour toutes différends susceptibles de naître à l'égard des Services *pro bono* dans le cadre d'une Mission déterminée, les Parties, renonçant à toute autre compétence juridictionnelle qui pourrait leur être applicable, se soumettent à celle des cours et tribunaux dans le ressort desquels se situe le bureau espagnol d'UM où la Mission est effectuée.

Dans le cas où la Mission serait effectuée dans un bureau d'UM situé en dehors du territoire espagnol, à l'exception de ceux mentionnés dans la section 1 des présentes Conditions Générales, les Parties, renonçant à toute autre compétence juridictionnelle susceptible de leur être applicable, se soumettent à celle des cours et tribunaux de la ville de Madrid (capitale), pour toutes divergences qui pourraient survenir eu égard aux Services *pro bono*.

Les précédentes conditions relatives à la compétence juridictionnelle ne seront pas applicables si le Client possède la qualité de consommateur ou d'utilisateur.

BARCELONA
BILBAO
LISBOA
MADRID
PORTO
VALENCIA
BRUXELLES
LONDON
NEW YORK
BOGOTÁ
LIMA
SANTIAGO DE CHILE

www.uria.com

Registro Mercantil de Madrid, Tomo 24490 del Libro de Inscripciones, Folio 42, Sección 8, Hoja M-43976,
Inscripción 85. Denominación Social: Uría Menéndez Abogados, S.L.P. NIF: B28563963